



Conseil économique et social

Distr. générale
11 novembre 2014
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-neuvième session

9-20 mars 2015

Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale
intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »

Déclaration d'Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, qui est diffusée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain souhaite, en coordination avec le Centre des droits de l'homme de Bahreïn et l'Institut des droits de l'homme de Bahreïn, profiter de la cinquante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme pour attirer l'attention sur la situation des défenseurs des droits des femmes, des personnes qui manifestent de façon pacifique et des professionnels de la santé neutres à Bahreïn. Le Gouvernement de Bahreïn a, depuis février 2011, persécuté des femmes pour leur rôle dans des manifestations et pour leur statut de défenseurs des droits de l'homme.

Au cours des deux derniers mois, le Gouvernement de Bahreïn a arrêté arbitrairement deux femmes qui sont des défenseurs des droits de l'homme dans le pays. Le 30 août, Maryam al-Khawaja est retournée à Bahreïn pour visiter son père souffrant, Abdoulhadi al-Khawaja. M. al-Khawaja lui-même est un défenseur des droits de l'homme de Bahreïn emprisonné dont la santé s'était détériorée en conséquence d'une grève de la faim. À son arrivée à Bahreïn, Maryam a été abordée par les forces de sécurité du Gouvernement, qui l'ont arrêtée en l'accusant d'avoir agressé un agent de sécurité du Gouvernement. La communauté internationale a largement condamné l'arrestation en tant que représailles contre la défense pacifique des droits de l'homme par Maryam dans son pays. Même si le Gouvernement a fini par libérer Maryam sous caution, son procès est toujours censé avoir lieu.

Le 14 octobre, la sœur de Maryam, Zeinab al-Khawaja, a paru en cour, accusée d'avoir insulté le Roi de Bahreïn relativement à un événement durant lequel elle a déchiré en deux une photo de lui. Le fait d'insulter le Roi est passible d'une peine maximale de sept ans de prison à Bahreïn. Quand elle s'est adressée au tribunal, Zeinab a refusé de reconnaître la légitimité des chefs d'accusation et a déclaré avoir le droit garanti de s'exprimer de façon pacifique sur le plan politique. Elle a alors déchiré une autre photo du Roi en deux, après quoi le juge a ordonné aux personnes présentes de sortir et a fait arrêter Zeinab. Zeinab avait auparavant été emprisonnée pendant un an relativement à d'autres chefs d'accusation concernant aussi la liberté d'expression. Elle est actuellement enceinte de huit mois et va vraisemblablement donner naissance à son enfant en prison. Zeinab va être la première Bahreïnienne à le faire.

Zeinab et Maryam al-Khawaja ne sont pas les seules femmes emprisonnées arbitrairement ou autrement maltraitées par le Gouvernement de Bahreïn. En avril 2013, les forces de sécurité bahreïnaises ont arrêté Rihanna al-Mosawi et Nafeesa al-Asfoor en rapport avec leur participation à une manifestation sur le tas contre le Grand prix de formule 1. Durant son procès, trois mois plus tard, Rihanna a informé le tribunal qu'on lui a en deux occasions distinctes enlevé tous ses vêtements lorsqu'elle a été interrogée et que les auteurs des interrogatoires ont à plus d'une reprise menacé de la violer. Quand les visiteurs présents dans la salle ont réagi fortement en entendant cette déclaration, le juge a seulement fait inscrire qu'elle avait porté plainte pour « traitement inconvenant sur le plan moral ».

Durant les manifestations de 2011, des femmes bahreïnaises ont affronté la répression au moment même où leur participation généralisée était propre à amener le Gouvernement à réagir de façon énergique. Elles ont organisé de grands rassemblements entièrement féminins en solidarité avec les défenseurs emprisonnés

des droits de l'homme et ont joué un rôle actif dans la société et dans la vie politique. D'autres se sont efforcées d'aider leurs concitoyens à titre de médecins et d'infirmières. Cette dernière activité a attiré une attention considérable des forces bahreïnies, qui ont commencé à persécuter des professionnels de la santé tels que Rula al-Saffar, qui est professeur et Présidente du Regroupement des infirmières de Bahreïn. Durant un épisode d'une intense répression gouvernementale en 2011, elle s'est portée volontaire pour sauver des vies à l'hôpital de Salmaniya, geste altruiste pour lequel elle a été arrêtée. Les personnes qui l'ont interrogée l'ont torturée et un tribunal militaire l'a condamnée à 15 ans d'emprisonnement. Libérée cinq mois plus tard sous caution, elle continue d'aider les manifestants blessés et joue un rôle dans des mouvements visant à libérer les prisonniers de conscience au Bahreïn.

Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain invite la Commission de la condition de la femme à examiner de manière approfondie, durant sa cinquante-neuvième session, le rôle central que les femmes ont joué dans l'effort constant visant à attirer l'attention sur les violations des droits de l'homme commises au Bahreïn. Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain prie en outre instamment la Commission de reconnaître les femmes qui ont survécu à l'emprisonnement et à la torture pour leurs idéaux et à prendre des mesures positives pour que le plein exercice de leur droit ne soit pas soumis à une détention arbitraire et à la torture.
